



Evelyn n'aura pas le troisième enfant que lui souhaite le gouvernement Chirac! Non pas qu'elle n'ait, certains jours, entre la crèche, la gardienne, le bureau et les pleurs du petit dernier, été tentée par les 2 400 francs par mois offerts depuis peu au parent français qui reste à la maison pour éduquer un troisième enfant.

«Évidemment que j'y ai pensé, s'exclame la jeune

employée de bureau, mère de deux enfants de moins de cinq ans. Avec tout le tapage qu'ils ont fait dans les journaux et à la télé, difficile de faire autrement! Mais l'argent c'est pas tout. Avec un gosse de plus, faudrait un appartement plus grand, une plus grosse bagnole. Et puis on commence à peine à sortir un peu.»

Poisson d'avril

En avril, 400 000 familles françaises trouvaient dans leur boîte aux lettres une petite brochure les informant qu'elles étaient admissibles à l'Allocation parentale d'éducation (APE): 2 400 francs (près de 500 \$) par mois pour rester chez soi et élever un troisième enfant!

L'APE, c'est un peu la pierre angulaire de l'effort du gouvernement Chirac pour amener les Français-es à passer le cap du troisième enfant et remettre la France sur la route du renouvellement des générations. Mais les Françaises ne sont pas dupes. «J'ai bien fait le calcul, raconte Evelyn. Avec le nouveau programme, je perds les 778 F de l'allocation au jeune enfant. La nouvelle politique pour moi, ce serait 109 F de plus par mois, pas 2 400.»

Pour élargir le bassin des candidat-e-s, le gouvernement français a profondément modifié en 1986 les conditions d'attribution. Ainsi, il suffit désormais, pour y avoir droit, d'avoir travaillé deux ans sur les dix ans précédant la naissance — au lieu de deux ans à l'intérieur des trente derniers mois.

Le gouvernement estime que 214 000 familles se prévaudront du nouveau programme. En 1985, l'APE n'avait pas connu le succès escompté: 17 000 inscriptions alors qu'on en attendait 32 000.

Pour financer la hausse de l'APE, le gouvernement français a mis la hache dans un certain nombre de programmes. Ainsi, l'État ne paiera plus les trois jours de congé de paternité jusque-là dévolus aux pères de l'Hexagone. Ce sont désormais les entreprises qui devront payer.

Disparues aussi les primes de déménagement (l'État français remboursait jusqu'à concurrence de 3 000 F les frais de déménagement des familles à revenus modestes). Seules y auront droit désormais les familles qui déménageront l'année de la naissance du petit troisième. Les grandes familles, tout le monde le sait, ont besoin de plus grands logements.

En 1987, le coût total des allocations de garde à domicile et des allocations parentales d'éducation sera de 7,5 milliards de francs. Avec 538 francs pour deux enfants et 1 228 pour trois, les allocations familiales grugent la part la plus importante de ce budget.

Pessimisme d'État

La politique du troisième enfant aura-t-elle l'effet escompté? À 29 ans, la réaction négative d'Evelyn n'est peut-être pas typique de celle qu'auront toutes les Françaises concernées devant les efforts de leur gouvernement pour leur faire franchir le cap¹. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que

FRANCE: Y AURA-T-IL UN TROISIÈME ENFANT?

CAROLE BEAULIEU



PHOTO: PONO PRESSE

l'optimisme ne règne pas, même dans les bureaux parisiens de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), l'organisme chargé de gérer le programme.

«L'allocation est un facteur secondaire, déclare ouvertement Alain Béquignon, responsable des communications auprès de la CNAF de Paris. Au mieux, c'est un élément facilitant, certainement pas un élément déterminant dans la décision des couples d'avoir un troisième enfant. Toutes les études l'ont montré. C'est un ensemble de contraintes et de valeurs différentes qui fait en sorte qu'aujourd'hui les familles ont moins d'enfants.»

Sur le bureau de Béquignon s'empilent les premières copies d'une étude commandée l'an dernier à une importante firme française de sondage. «Nous n'avons encore que l'étude qualitative, dit-il pour expliquer son refus d'en diffuser les résultats. Mais ça confirme ce que nous savions déjà, et il y a peu de chances que l'étude quantitative soit différente.»

Au mieux, affirme Béquignon, les 2 400 francs de l'allocation de garde parentale permettront aux mères qui, pour des raisons financières, auraient dû retourner au travail, de rester à la maison si elles le désirent. «Mais ce n'est pas l'argent, insiste-t-il, qui va les décider à avoir un autre enfant.»

Là où il faudrait vraiment agir, selon Béquignon, c'est sur les équipements, les services de garde, les horaires de travail, la qualité de vie en général. Dans la région de Nice, des résident-e-s de la ville nouvelle de Sophia-Antipolis estiment que l'organisa-

tion physique (garderie, travail à proximité, loisirs), en facilitant la vie des parents, les a rendus plus «disponibles» à la venue d'un troisième enfant².

Une politique pour l'Europe

En cette fin des années 80, il n'y a pas que la France qui s'inquiète de son déclin démographique. La fièvre des politiques familiales, souvent natalistes, s'est emparée de toute l'Europe de l'Ouest. Que veulent les parents?

Depuis le début des années 80, tous les pays de la communauté européenne, sauf l'Irlande, sont tombés sous le seuil de remplacement des générations. Même la Grèce et le Portugal y sont passés en 1983. À la fin du siècle, si la tendance se maintient, l'Europe des Douze ne comptera plus que 5,4% de la population mondiale.

Alerté, le parlement européen s'intéresse à la question depuis 1983. Les quelque trente recommandations proposées en juin 1986 par la Commission des affaires sociales n'ont toutefois pas fait l'unanimité et la Commission a été renvoyée à ses travaux. Elle doit produire d'ici quelques mois un relevé des politiques familiales existant dans chacun des pays membres afin de faciliter le travail des parlementaires qui vont tenter d'élaborer une «politique familiale européenne».

«Personne n'a encore vraiment fait le point, explique madame D'Ancona, devenue récemment présidente de la Commission des droits de la femme. À la Commission, nous ne voulions pas nous engager sans savoir ce qui se faisait déjà.»

Tout comme on l'a vu au Québec, l'établissement d'une politique familiale n'a rien de bien simple. «Pour plusieurs, explique madame D'Ancona, parlementaire européenne socialiste, la question est de maintenir le poids de l'Europe. Pour d'autres, c'est simplement d'assurer aux familles les meilleures conditions de vie possibles.»

Certains parlementaires, surtout socialistes, font en effet remarquer qu'avec 164 habitant-e-s au kilomètre carré, l'Europe n'a jamais été aussi densément peuplée. Pour favoriser les familles, les parlementaires de gauche parlent «de préserver le pouvoir d'achat des ménages», «d'écarter la menace du chômage pour les jeunes» et même «d'assurer un climat de désarmement et de paix».

D'autres, comme madame Lehideux, seule femme représentant à Strasbourg le Front national de Jean-Marie Le Pen, dénoncent «ces inconscients qui sont prêts à repeupler l'Europe avec des immigrants» et militent en faveur d'une solide politique nataliste.

Le débat sur cette question devrait reprendre d'ici l'automne 1987. En attendant, Evelyn et les autres pourront toujours, comme le leur recommande madame Lehideux, «attendre pour faire de la politique, ailleurs qu'au niveau local, que leurs enfants soient grands».

1. «La Frontière du troisième enfant», *Le Point*, 6 octobre 1986.

2. Rapport Chouraqui sur une politique familiale communautaire, Commission des affaires sociales et de l'emploi, 16 juin 1986.

Finis les compromis!



Le personnel de Cycle Peel est particulièrement attentif aux besoins de sa clientèle féminine. La femme ayant un corps différent, elle mérite un vélo différent. Cycle Peel est le seul distributeur pour le Québec de la marque Terry, spécialement conçue pour la cycliste avisée.

Nous tenons compte de la longueur de vos jambes, de vos bras et de votre torse, de la largeur de vos épaules et de la grandeur de vos mains et de vos pieds. Vous trouverez chez nous le vélo qui vous convient.

Les compromis ont assez duré! Faites-vous plaisir et passez nous voir.

Cycle Peel. Tout ce qu'il vous faut pour le vélo.



6665, rue St-Jacques Ouest
(juste à l'ouest de Cavendish)
Métro Vendôme
autobus 90 vers l'ouest
Composez le 486-1148.

